



**HAL**  
open science

## Philippe Lacombe : témoignage

Catherine Donnars, Christian Galant

► **To cite this version:**

Catherine Donnars, Christian Galant. Philippe Lacombe : témoignage. Les métiers de la recherche, 19, Edition INRAE, pp.10-21, 2018, Archorales, 978 273 801 4276. hal-04133726

**HAL Id: hal-04133726**

**<https://hal.inrae.fr/hal-04133726>**

Submitted on 27 Jun 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0  
International License

# HOMMAGE DU COMITÉ D'HISTOIRE DE L'INRA ET DU CIRAD À PHILIPPE LACOMBE

Depuis 2005, date de sa création, le Comité d'histoire de l'Inra et du Cirad a bénéficié de l'engagement sans faille de Philippe Lacombe, à la fois soutien et membre actif d'une entreprise, certes modeste dans ses moyens, mais, à l'image de l'homme, ambitieuse et exigeante dans ses objectifs intellectuels. Le texte qui suit se veut l'hommage unanime des membres du comité; hommage au collègue, au complice, à l'ami décédé le 13 novembre 2017. Nous espérons par-là faire comprendre aux lecteurs d'*Archorales* combien ce professeur d'économie et chercheur en sciences humaines et sociales était, par son expérience, par sa culture, par son goût du débat, un contributeur de premier rang à la réflexion collective sur l'inscription dans l'histoire des sciences agronomiques.

Philippe Lacombe attendait avec intérêt et patience la publication de son témoignage dans *Archorales*, pourtant recueilli dans une première étape dès 2009. Il n'aura hélas pas tenu entre ses mains le présent volume. C'est en revanche avec impatience, et un peu d'irritation même, qu'il attendait la publication du volume de la revue *Histoire de la recherche contemporaine*, portant sa plus importante contribution à l'activité du comité d'histoire, à savoir un article co-écrit avec le sociologue Pierre-Benoît Joly sur l'histoire de l'économie rurale dans son rapport à la Politique agricole commune<sup>1</sup>. De fait, ce volume a paru également après sa disparition. Mais si nous mentionnons cette différence de degré dans l'attente, c'est pour faire ressortir la hiérarchie des valeurs de Philippe Lacombe, une hiérarchie dans laquelle le travail et la production scientifiques passaient toujours avant la valorisation et la satisfaction personnelles. S'il savait bien que, par la richesse de sa carrière et de ses expériences professionnelles, son témoignage pour *Archorales* fournirait un document fort utile aux historiens, il éprouvait une plus grande satisfaction à voir reconnus par une revue scientifique les travaux du Comité d'histoire de l'Inra et du Cirad qu'il avait contribué à créer en 2005.

Ainsi avait-il pu se réjouir il y a quelques années déjà, de publier avec Claude Béranger un article<sup>2</sup> tiré d'un séminaire organisé par le Comité d'histoire, le premier du genre, consacré à l'évolution des représentations de la prairie dans la pensée agronomique<sup>3</sup>. Ce séminaire était pour lui un exemple de ce que devait entreprendre notre Comité: faire vivre une réflexion collective pluridisciplinaire dans laquelle ceux qui avaient

<sup>1</sup> Joly P.-B., Lacombe P., 2017. Sciences sociales et politiques agricoles. Une analyse socio-historique des rapports savoir/pouvoir. *Histoire de la recherche contemporaine*, CNRS, Tome VI, n° 2, 163-178.

<sup>2</sup> Béranger C., Lacombe P., 2014. La recherche agronomique et la révolution agricole de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle: l'exemple de la prairie. *Histoire de la recherche contemporaine*, CNRS, Tome III, n° 2, 167-179.

<sup>3</sup> Les séminaires, animés par des travaux préparatoires de Claude Béranger et une intervention du sociologue Marcel Jollivet, se sont déroulés entre 2010 et 2012, et ont réunis les membres du comité, historiens ou experts agronomes, se penchant sur l'histoire dont ils ont été témoins et acteurs.

vécu l'histoire de la recherche agronomique et de l'agriculture et avaient même contribué à « la faire », échangeaient leurs expériences et leurs points de vue, à la fois entre eux et avec des historiens de métier, avec pour ambition de produire une analyse critique de la construction intellectuelle et de la mise en narration de cette histoire, dans le respect le plus scrupuleux des méthodes et de l'éthique de l'analyse historiographique. Le thème de la prairie, objet particulièrement propice à la mise en évidence de la dialectique entre science et société dans la modernisation de l'agriculture, l'avait de ce fait particulièrement intéressé. C'est cette même démarche, sous l'angle des relations entre les sciences économiques et la politique agricole, qu'il a poursuivie avec Pierre-Benoît Joly, dans un format plus ambitieux et plus proche de son domaine d'activités et de réflexions. Nous ne pouvons qu'inviter nos lecteurs à se reporter à la dernière livraison d'*Histoire de la recherche contemporaine* consacrée à la recherche agronomique pour découvrir les talents d'historiographe de notre collègue disparu.

Ingénieur agronome de formation, chercheur et professeur par vocation, tôt venu à l'économie appliquée aux secteurs agricole, agro-alimentaire et rural, intellectuel engagé au plus près des acteurs professionnels et politiques de l'agriculture, Philippe Lacombe était un homme de synthèse, apprécié pour la largeur de ses vues, mais qui dut sans cesse convaincre de la pertinence scientifique et politique de sa posture, dans une période caractérisée à la fois par une succession de changements paradigmatiques en économie et par des révisions plus brutales encore des politiques publiques touchant à l'agriculture. Toute sa carrière témoigne de cette obstination et de cette ambition.

C'est dès ses années de formation que Philippe Lacombe se tourne vers l'économie, principalement sous l'influence du professeur Jules Milhau<sup>4</sup>. Tout au long de sa carrière, il se réclamera de sa double formation d'économiste et d'agronome, revendiquant de contribuer par ses travaux d'économiste rural à la « pensée agronomique », avec le souci constant des acteurs du monde agricole, et notamment du monde social de l'exploitation familiale, alors dans l'œil du cyclone du processus de modernisation. C'est du point de vue des marges du modèle dominant qu'il aborde la place de l'agriculture et des agriculteurs dans les sociétés développées, quand toute une frange de la population agricole qui ne vit pas uniquement de l'agriculture est considérée, dans les années 1960 et 1970, comme un « rebut » : « *alors que je pensais m'intéresser à un cas marginal, déviant, conservateur, passéiste, je découvrais progressivement une forme de production parmi d'autres, ignorée des modernistes* »<sup>5</sup>, témoigne-t-il. Précurseurs, ses travaux sur la pluriactivité lui valent une reconnaissance scientifique nationale puis internationale, et lui ouvrent la voie de l'analyse des politiques agricoles. Et si la science économique se consacre principalement au fonctionnement des marchés, Philippe Lacombe, pour sa part, choisit de s'intéresser aux conséquences sociales de l'extension des mécanismes marchands dans l'agriculture. Il se range alors du côté de ceux qui soutiennent que les marchés ne sont pas « libres », mais qu'ils sont « encastés » dans la société, et que ce sont les institutions, et en particulier les institutions politiques, qui les formatent. La science économique à laquelle il se réfère n'est pas seulement, et pas d'abord celle où les rapports de marché entre agents économiques plus ou moins anonymes sont régis par les signaux émis par le mécanisme des prix, mais celle où les rapports humains et les rapports sociaux portent de multiples formes de coordination économiques<sup>6</sup>.

On comprend mieux cette posture si l'on sait que dès ses années de formation à l'École nationale supérieure d'agronomie de Montpellier (Ensam) qu'il intègre en 1959, il se positionne dans une tradition où la référence à l'histoire est centrale. Il s'en explique dans son témoignage pour *Archorales* : « *j'ai découvert à l'université l'intérêt de l'histoire pour comprendre la situation actuelle. J'ai compris que l'histoire ne commençait pas en 1945. J'ai lu Marc Bloch. Quand je suis rentré à l'Inra j'ai rapidement compris que « Les caractères originaux de l'histoire rurale française » de Marc Bloch faisait partie des choses à connaître. J'avais saisi que l'histoire était une composante essentielle de notre capacité à comprendre les choses et si j'avais une critique à formuler sur l'enseignement économique aujourd'hui c'est sa vision immédiate des choses au détriment d'une vision distancée.* »<sup>7</sup> Cette posture marquera plusieurs générations d'étudiants, et parmi eux le roumain Dacian Ciolos qui sera Commissaire européen à l'agriculture et au développement rural (2010-2014), et avec lequel Philippe Lacombe restera lié d'amitié.

Philippe Lacombe avait une culture économique universitaire étendue, largement ouverte aux sciences sociales et au droit. C'était en fait l'économie politique, science de synthèse volontiers ouverte à la réflexion critique sur la profondeur historique, qui l'avait attiré et qui continuait de l'intéresser jusque dans ses années de semi-retraite. Mais cette conception de la connaissance et de la discipline économiques, qui a eu son heure de gloire des années 1950 jusqu'aux années 1970, a été frappée d'obsolescence à partir du milieu des années 1980 et est aujourd'hui largement méconnue ou oubliée. Il y a longtemps que les économistes ne citent plus François Perroux. Sans surprise, c'est dans ce même contexte de normalisation mathématique de la science économique que l'économie rurale en tant que telle fut considérée comme un objet illégitime. Au sein même du département d'Économie et de sociologie rurales de l'Inra, c'est un *aggiornamento* passablement brutal qui s'est alors opéré, les cadres scientifiques du département choisissant de s'aligner sur les standards de la science économique internationale. Philippe Lacombe, sans refuser cette évolution et tout en s'interrogeant sans cesse sur la pertinence du concept « d'économie

<sup>4</sup> Milhau J., Montagne R., *Économie rurale*, PUF, Thémis, 1964.

<sup>5</sup> Lacombe P., 2018. *Archorales Inra*, tome 19, son témoignage p. 14.

<sup>6</sup> Lacombe P., 2007. Un nouvel espace pour l'économie rurale? *Économie rurale*, 300, 17-21.

<sup>7</sup> Lacombe P., 2018. *Archorales Inra*, tome 19, son témoignage p. 13.

rurale »<sup>8</sup>, s'opposait au monolithisme, voire au sectarisme de l'économétrie et de l'économie mathématique. Il défendit alors l'idée d'une recherche économique, certes appuyée sur les techniques mathématiques nouvelles, mais résolument ouverte à une diversité de paradigmes et, autant que possible, imprégnée de références en sociologie, en histoire, en droit, en géographie... Dans chacune de ses responsabilités successives, par exemple à la présidence de la première Commission scientifique spécialisée (CSS) « Sciences économiques et sociales » que l'Inra met en place en 1986 pour procéder à l'évaluation individuelle des chercheurs, ou encore à la direction scientifique du secteur des sciences sociales, qu'il assure à partir de 2000, Philippe Lacombe défendit l'existence au sein de l'Inra de sciences économiques ouvertes à une pluralité d'approches et à une diversité de méthodes. Lui-même s'intéressa en particulier au « conventionnalisme », soutenant les approches du statisticien et sociologue Laurent Thévenot, ainsi qu'au « régulationnisme », porté par Robert Boyer<sup>9</sup> et André Orléan<sup>10</sup>, ou encore au « néo-institutionnalisme » nord-américain, avec les travaux de Ronald Coase<sup>11</sup> et Douglas C. North<sup>12</sup>, d'Oliver E. Williamson<sup>13</sup> et de Claude Ménard<sup>14</sup>. C'est d'ailleurs Philippe Lacombe qui nomma ce dernier en 2004 à la présidence de la CSS « Sciences économiques et sociales et de gestion ».

Qui connaît ces courants de pensée sait que l'histoire y occupe, de diverses manières, une place importante, surtout si l'on pense aux travaux qui ont valu le « prix Nobel » à Douglass C. North. Sans développer ce point ici, il faut dire que le soutien que Philippe Lacombe a apporté à l'ouverture de cet horizon scientifique a été réconfortant pour les quelques économistes qui, à l'Inra, avaient développé des recherches dans cette direction. D'ailleurs, si l'Inra le sollicite en 2000 pour devenir le directeur Scientifique chargé des sciences humaines et sociales, « *c'est plutôt au titre de l'ouverture, de la polyvalence, de la fréquentation de l'histoire des idées* », explique-t-il lui-même dans son témoignage. Il soutiendra ainsi la relance de la recherche en sociologie à l'Inra, en bonne entente avec le sociologue Bertrand Hervieu, président de l'Inra entre 1999 et 2003.

En agronome revendiqué dont il ne renie ni la culture technique, ni la connaissance intime des mondes de l'agriculture, Philippe Lacombe défend aussi l'idée que la connaissance doit se confronter aux réalités complexes des situations « de terrain », position qu'il porte au sein du Conseil scientifique du Cirad en 1988, et qui rencontre le meilleur écho également au sein du Conseil scientifique du département « Système agraires et développement » (SAD) de l'Inra auquel il participe à partir de 1993, et à la Société française d'économie rurale (SFER), dont il est le président entre 1998 et 2001 après avoir dirigé sa revue *Économie rurale* de 1993 à 1998.

Dans toutes ces instances de gestion, de programmation et d'évaluation de la recherche, Philippe Lacombe ne fait pas seulement valoir sa culture scientifique et son esprit d'ouverture, il mobilise sa connaissance des problèmes agricoles et des mondes de l'agriculture, professionnels, administratifs et politiques. En effet, il participe à de multiples instances, qui sont autant de postes d'observation privilégiés. Dans les années 1990, aux côtés de Bertrand Hervieu, avec qui il a édité quelques années auparavant l'ouvrage *Les agriculteurs et la politique*<sup>15</sup>, il porte les idées du « Groupe de Seillac »<sup>16</sup> réuni autour d'Edgard Pisani, ancien ministre de l'Agriculture du Général de Gaulle devenu le porte-parole d'une alternative à la modernisation agricole qui conjugue humanisme et souci de l'environnement<sup>17</sup>. Fin analyste de la diversité de l'agriculture et de la politique agricole<sup>18</sup>, Philippe Lacombe participe aux travaux préparatoires à la loi d'orientation agricole de 1999 sur la prise en compte de la multifonctionnalité de l'agriculture, puis à ceux sur la réforme de la Politique agricole commune en 2003 et sur la Loi d'orientation agricole de 2006. Entre-temps, de 2000 à 2004, il préside le Comité national d'évaluation du programme national de développement rural (PDRN) où il fait valoir sa connaissance approfondie des questions territoriales, acquise notamment dans sa participation à une vaste opération de prospective sur la société française dans ses relations avec ses territoires<sup>19</sup>, initiée par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). De 2007 à 2013, Philippe Lacombe préside le Comité scientifique d'évolution de « Coop de France », la grande organisation unitaire de la coopération agricole. Il est également le premier président, en 2007, du Comité d'orientation, de recherche et de prospective (CORP) de la Fédération nationale des parcs régionaux, concluant ses congrès annuels de synthèses remarquables et remarquées...

<sup>8</sup> Lacombe P., Valceschini E., 2000. Peut-on encore parler d'économie rurale? *Économie rurale*, 255-256  
« Les cinquante premières années de la Sfer. Quel avenir pour l'économie rurale? », 215-219.  
Lacombe P., 2007. *op. cit.*

<sup>9</sup> Allaire G., Boyer R., *La grande transformation de l'agriculture*, Inra Éditions/Economica, 1995.

<sup>10</sup> Orléan A., Aglietta M., *La Monnaie souveraine*, Éditions Odile Jacob, 1998.

<sup>11</sup> 1937, *The nature of the firm*, *Economica*, 4, 386-405.

<sup>12</sup> North D.C., *Structure and Change in Economic History*, Norton, 1981.

<sup>13</sup> Williamson O. E., *The Economic Institutions of Capitalism*, Free Press, 1985.

<sup>14</sup> Ménard C., *L'économie des organisations*, La Découverte, 1990 (1<sup>ère</sup> édition).

<sup>15</sup> Coulomb P., Delorme H., Hervieu B., Jollivet M., Lacombe P., 1990. *Les agriculteurs et la politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

<sup>16</sup> Pisani E., Groupe de Seillac, 1994. *Pour une agriculture marchande et ménagère*. Éditions de l'Aube, 192 p.

<sup>17</sup> Pisani E., 2004. *Un vieil homme et la terre*. Éditions du Seuil, 232 p.

<sup>18</sup> Lacombe P., 1998. Les agriculteurs dans la société : quelles fonctions ? Quels métiers ? In : Miclet G., Sirieux L., Thoyer S. (eds.), *Agriculture et alimentation en quête de nouvelles légitimités*, *Economica*, 371 p., 11-48.

<sup>19</sup> Lacombe P. (dir.), 2002. *L'agriculture à la recherche de ses futurs*, Éditions de l'Aube-Datar, 183 p.

Dans tous ces exercices où science et politique dialoguent et se nourrissent mutuellement, Philippe Lacombe excellait. Ardent défenseur de la diversité de la pensée, débatteur cultivé et ouvert, il possédait un art de la synthèse toujours au service du juste consensus. C'est dans cet esprit qu'il soutient la création en 2005 du Comité d'histoire de l'Inra et du Cirad par Bernard Hubert et Raphaël Larrère et s'y engage lui-même de manière assidue. Si l'attitude volontiers professorale de Philippe n'évitait pas toujours les frictions, c'était toujours en vue de rehausser le niveau du débat et avec l'honnêteté foncière de laisser leur chance à des initiatives auxquelles il n'était pas personnellement favorable. Les critiques de Philippe Lacombe, parfois sévères, voire acerbes, étaient toujours argumentées et visaient non à des règlements de comptes, mais à une consolidation de la connaissance commune. Intraitable dans l'arène des débats académiques, l'homme savait également se montrer bienveillant et attentionné en aparté.

Son apport intellectuel et son soutien institutionnel ont été particulièrement précieux pour mener à bien les missions et atteindre les objectifs ambitieux fixés au Comité d'histoire à partir de sa relance en 2011. Philippe Lacombe a ainsi contribué très directement à la rénovation d'*Archorales*, de sa maquette et surtout de son contenu, enrichi par l'étude de matériaux documentaires et photographiques et d'analyses transversales mettant en exergue l'apport et l'originalité des témoignages. La rédaction de l'ouvrage *L'histoire de l'Inra, entre science et politique*<sup>20</sup>, projet de longue haleine, rendu particulièrement ardu par la dispersion et les lacunes de la documentation, dont les progrès se sont étalés sur plus de trois années de 2014 à 2017, lui a également donné l'occasion d'exprimer son apport intellectuel et son soutien institutionnel. Et s'il a longtemps douté de la réussite sinon de l'achèvement de cet ouvrage, il n'a jamais découragé les auteurs ni relâché son attention et son intérêt pour un projet qui s'avérait de première importance non seulement pour le Comité d'histoire, mais aussi pour l'Inra, engagé dans une introspection profonde sur son identité et ses missions. À l'instar des acteurs de premier plan de cette histoire, il n'était pas aisé pour Philippe Lacombe de voir d'autres, fussent-ils ses amis, écrire sur une histoire qui le touchait de si près et qu'il aimait narrer avec sa propre grille d'analyse. Relecteur critique des premières moutures de ce travail, il n'a pas peu contribué à en renforcer l'argumentaire. Quel regret qu'il n'ait pu voir l'ouvrage publié !

Philippe Lacombe pensait que le Comité d'histoire était une « petite chose », mais importante pour l'Inra et, plus largement, pour la recherche agronomique et les politiques publiques. Quand nous nous sommes engagés collectivement dans l'exercice de recherche et de rédaction qui consistait à confier aux membres du comité d'utiliser leurs connaissances et leurs expériences de l'Inra pour endosser les habits de l'historien afin de rédiger eux-mêmes des articles que nous soumettrions à des revues d'histoire, il a été immédiatement intéressé. Pour sa part, il était heureux, et certainement fier, d'être arrivé au bout de deux articles difficiles. Il s'est beaucoup investi dans la recherche et le traitement de documents, éayant ainsi ses idées comme le font les historiens professionnels.

Cette expérience éclaire le rapport que Philippe Lacombe entretenait avec l'histoire. Autant la profondeur historique des phénomènes sociaux et économiques l'intéressait, et lui semblait d'une importance cruciale pour leur compréhension, autant désigner nommément les individus acteurs de l'histoire considérée lui posait problème ; il n'aimait pas personnaliser l'analyse. Non qu'il déniait le rôle des acteurs dans l'histoire, mais il rechignait à les charger d'une responsabilité qui pouvait les faire juger à titre personnel, préférant à la micro-histoire une démarche proche de la sociologie des sciences qui met en avant les objets et les enjeux. En cela, il était fidèle à l'éthique ingénieriale de ses débuts, dans un monde de pratiques où l'on respectait la personne, mais où l'individu devait s'effacer au service de l'intérêt supérieur de la science et du bien commun. Peut-être devons-nous en retirer également une leçon pour le Comité d'histoire, confronté de manière plus générale à la question de l'éthique de la mise en histoire de faits auxquels une partie de ses membres ont contribué. À ce titre, la contribution de Philippe Lacombe illustre à la fois la valeur inestimable d'une réflexivité historique interne au monde des « agronomes » au sens large, et la nécessité de prolonger et de compléter cet effort par des regards externes, capables de restituer la complexité des jeux d'acteurs et des univers de sens mobilisés dans la recherche scientifique et dans la politique des sciences.

Plus largement, cela a toujours été un étonnement de voir combien Philippe Lacombe ne « fonctionnait » ni au jugement de valeur ni à la rancœur ou à la rancune, mais à ce que nous pouvons désigner comme un « crédit d'estime ». Peut-être est-ce grâce à cela qu'il a été heureux, au moins apparemment, dans des institutions qui, tout en reconnaissant ses compétences et en lui confiant des responsabilités importantes, n'ont jamais ménagé son credo. S'intéresser à la pluriactivité en pleine modernisation agricole, porter la culture de l'économie politique au moment du triomphe de l'économie quantitative, soutenir les sciences sociales dans leurs diversités disciplinaire et paradigmatique dans un milieu où les « sciences dures » font référence ; il y avait de quoi prendre des coups, nourrir des ressentiments ou des frustrations. Philippe Lacombe ne s'est jamais laissé dominer par ces sentiments, leur préférant l'attention, la générosité et l'intelligence partagée de l'histoire. Merci à lui.

<sup>20</sup> Cornu P., Valceschini E., Maeght-Bournay O, 2018. *L'histoire de l'Inra, entre science et politique*. Éditions Quæ, 464 p.